

Editorial du numéro d'*Esprit libre* d'avril 2015

Le « vivre ensemble » face à la radicalisation

Des musées, une salle de rédaction, des lieux de débat, un magasin casher, et tout récemment —il fallait presque s’y attendre—, une Université, celle de Garissa au Kenya. Ces lieux devenus théâtres d’attentats barbares ne sont évidemment pas choisis au hasard ; ils ciblent clairement les ennemis de ces groupuscules terroristes : l’Autre, la Culture, l’Éducation.

Notre université ne peut y rester sourde. Nous revenons dans cette édition d'*Esprit Libre* sur la question du « vivre ensemble » et, nécessairement, sur celle de la radicalisation. Comme l’a récemment souligné Fährad Khosrokhavar dans une étude qu’il consacre à ce phénomène ultra-minoritaire, la radicalisation s’inscrit dans une longue histoire qui nous mène à tout le moins de la secte des « Assassins », au XI^e s., au renouveau du jihadisme, non sans épargner, on l’oublie trop souvent, certains milieux occidentaux à travers le terrorisme anarchiste des XIX^e et XX^e s. ou encore l’extrême-gauche violente des années 1970-1980.

Mais il y a aujourd’hui une évolution dramatique de ce phénomène historique qui prend une forme non seulement violente, mais à la fois globale et totale. Globale, parce qu’elle veut frapper en tous points de la planète. Totale, parce qu’elle entend s’attaquer non pas uniquement à certaines personnes (ou groupes de personnes) mais à une civilisation et donc à l’Histoire elle-même.

J’écrivais à cette même tribune, il y a quelques semaines, qu’après la phase de révolte et d’empathie, nous devons nous tourner vers l’avenir et les pistes de solution. Dans ce challenge, les sciences humaines et sociales ont évidemment un rôle immense à jouer, non seulement pour comprendre les ressorts de ce à quoi nous sommes confrontés, mais aussi pour y répondre, avec le souci de traduire la complexité de la situation.

À ce titre, si l’on veut bien voir que le phénomène de radicalisation doit s’analyser pour lui-même, il n’en est pas moins vrai que l’Islam (ou un certain Islam) lui sert actuellement de terreau. Si l’ULB veut participer, de son point de vue critique et libre examinateur, au débat sur l’Islam radical, elle devra améliorer son potentiel de recherche en matière de religion islamique, tout comme elle l’a fait, depuis de nombreuses années, dans le domaine des religions juive ou chrétienne.

Mais l’ULB doit aussi se mobiliser dans la réflexion sur l’école du XXI^e s. et sans doute tout particulièrement dans celle qui touche à la révision des cours de religion et de morale laïque dans l’enseignement officiel. Comment peut-on encore aujourd’hui, alors que l’on tente de renforcer un « vivre ensemble », établir, au sein même de l’école officielle, une distinction entre les élèves en fonction de leurs convictions religieuses (ou plutôt celles de leurs parents) ? Comment ne pas voir que l’on forge un peu plus chaque jour un communautarisme religieux (ou laïque, peu importe) au sein même de l’institution qui devrait inculquer l’appartenance à une seule communauté, l’adhésion à un corpus unique de valeurs citoyennes ? La Cour Constitutionnelle offre le prétexte à une révision de ces programmes. Les élèves doivent pouvoir en bénéficier pour recevoir un cours de philosophie digne de ce nom, sous la responsabilité de spécialistes du questionnement philosophique. Mais ils doivent aussi voir leur formation renforcée en matière

d'argumentation, de rhétorique. Argumenter est une technique ; il faut apprendre aux jeunes générations à structurer le raisonnement, à pouvoir argumenter depuis le point de vue de l'autre, à distinguer les registres de discours, à faire la part des émotions dans un raisonnement. Les sciences humaines et sociales, dans leur diversité, tout autant que les sciences exactes et naturelles doivent connaître un renforcement dans l'éducation obligatoire avec pour objectif premier d'offrir à toutes et tous les savoirs et compétences nécessaires au « vivre ensemble », c'est-à-dire pas tant une culture commune que des outils efficaces pour gérer la diversité des cultures.

Didier Viviers
Recteur